



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le développement proportionné de l'agriculture et de l'industrie, et le problème des prix

Professeur Dupal

Citer ce document / Cite this document :

Dupal . Le développement proportionné de l'agriculture et de l'industrie, et le problème des prix. In: Économie rurale. N°68, 1966. Les rapports agriculture-Indutrie dans les économies socialistes de l'est européen. pp. 33-37;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1938>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_68_1_1938

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Le développement proportionnel de l'industrie et de l'agriculture, et le problème des prix

par le Professeur DUPAL, Université de Prague

Il est impossible, à notre avis, que le problème des prix, dans le domaine de la production agricole soit examiné et trouve sa solution sous le seul aspect de la comparaison avec le coût réel. La question du niveau des prix revêt un caractère différent, si elle est étudiée dans le cadre d'une analyse portant sur la totalité des rapports économiques qui existent entre l'industrie et l'agriculture, et si l'on s'interroge sur les conditions favorables à une expansion proportionnée de l'une et de l'autre de ces deux branches économiques.

Il y a lieu d'examiner au préalable certaines questions d'ordre général se rapportant à la formation des prix, à savoir :

- La conception à donner à la formation des prix, prévoyant l'existence d'écart entre le prix et la valeur.
- L'importance qui revient à la fonction du prix dans la sphère de la distribution et les limites rationnelles de cette fonction.
- Les liaisons entre le prix et la rémunération du travail dans le domaine de l'agriculture et les résultats qui en découlent.

Sur le premier point, la plupart des économistes sont d'accord pour admettre que la formation des prix, dans un système économique socialiste, a et doit avoir une *base objective*. D'aucuns estiment que la base objective est la valeur, alors que d'autres préfèrent la forme modifiée de celle-ci : le coût de production. En accord avec ces derniers, nous concevons la valeur modifiée comme la base objective de la formation des prix en régime socialiste. Si par la suite nous utilisons le terme « valeur », ce n'est que pour simplifier, et il faut sous-entendre le coût de production, c'est-à-dire la forme modifiée de la valeur. Mais ce n'est pas là une question décisive. Dans les deux cas, il s'agit de la base objective à appliquer à la formation des prix, et c'est le seul point qui importe.

Les discussions et controverses portent évidemment sur l'application de cette théorie à la pratique des prix où, tout en insistant sur la nécessité de la base objective, on justifie parallèlement les écarts nombreux et variés entre le prix et la valeur

que d'aucuns ont tendance à considérer comme un avantage du socialisme sur le capitalisme. Souvent on rencontre l'opinion que plus l'écart est important, plus le prix exerce une *influence active* sur le déroulement de l'activité économique. Sous cet aspect, peu importe que le prix traduise la dépense socialement nécessaire ou que l'équivalence soit assurée par la redistribution du revenu national ; peu importe que la contribution d'une certaine branche au revenu national soit correctement définie et il est inutile de se soucier de la déformation qui en résulte pour les indices de la productivité du travail, de l'économie de dépense et de l'efficacité de la production. D'autre part, il est courant d'utiliser ces indices pour justifier, par le faible niveau d'efficacité et de la productivité, la faible rémunération du travail ou, le cas échéant, la réduction des moyens affectés aux investissements dans les branches d'activité en cause.

Un exemple typique de cette attitude est le peu d'importance attribuée à l'agriculture au cours de la période passée. On finit par apprécier d'une façon erronée toute économie de main-d'œuvre réalisée dans l'agriculture.

Ecart valeur-prix

Sur le plan scientifique, tout écart entre le prix et la valeur qui n'est pas dû aux mouvements de l'offre et de la demande, est discutable. Il n'en est pas ainsi dans la réalité, comme on le verra par la suite, cependant la grandeur de l'écart doit avoir une *justification économique*. Mais qu'entend-on exactement par la justification économique de l'écart entre le prix et la valeur ? Il s'agit d'un écart qui ne favorise pas l'apparition de disproportions économiques sur le plan national.

Prenons un cas concret pour illustrer cette conception. L'orientation de l'industrie tchécoslovaque au cours de la période passée visait à assurer une avance importante au secteur produisant des biens de production (Secteur A) sur le secteur produisant des biens de consommation (Secteur B). Or, au cours de la même période, on a assisté à un accroissement important de la consommation de produits agricoles que la production na-

tionale ne pourrait pas satisfaire. Dans ces conditions la demande de produits agricoles et alimentaires a été constamment supérieure à la production pendant cette période. S'il existe une possibilité effective d'augmenter la production agricole, le déséquilibre temporaire peut être acceptable sous certaines conditions, sinon il y a lieu de s'attendre à des tensions génératrices de disproportions.

De ce qui précède nous pouvons conclure que la formation des prix ne peut pas être détachée de sa base objective et qu'il faut respecter les tendances à long terme qui se dessinent dans les mouvements de la demande et de l'offre. Ainsi on ne saurait se contenter du fait qu'au bout d'un plan de quelques années on réussirait à supprimer les écarts entre le prix et la valeur grâce aux modifications apportées à la production. Il faut précisément utiliser le prix pour assurer activement les changements recherchés. Aussi, le nouveau système de gestion planifié se propose-t-il, dans une grande mesure, d'éliminer la conception qui ne voit dans le prix qu'un instrument virtuel d'orientation de l'activité économique.

Rappelons toutefois qu'à l'inverse il serait peu raisonnable de viser à un équilibre économique sous forme d'identité du prix et de la valeur. Un tel état de choses n'est qu'une abstraction irréalisable même dans un système économique du type capitaliste à concurrence complète. Il l'est encore moins dans un système capitaliste à dominante oligopolistique.

Prix et répartition des ressources

La seconde question consiste à déterminer les limites rationnelles de la fonction du prix envisagé comme instrument de répartition des ressources.

Tout processus économique apparaît sous forme d'un processus de répartition des ressources.

La production et les processus de répartition des ressources sont inséparables, agissant continuellement l'un sur l'autre. Toute négation de ce système d'influences réciproques contredit la réalité.

L'octroi de l'allocation des ressources revêt deux formes, ou bien, à conditions égales, le revenu national est incorporé au produit nécessaire (v), provoquant l'abaissement de la plus-value (m), qui englobe l'accumulation, et dans ce cas il faut craindre un épuisement des ressources ; ou bien, à conditions égales, le revenu national entre dans le surproduit, abaissant ainsi le produit nécessaire, et cette alternative offre la possibilité de créer des ressources additionnelles.

Une politique, consciente, de hausse proportionnellement plus rapide du niveau des prix de détail des biens de consommation courante par rapport au niveau du revenu distribué de la population, est susceptible de contribuer à l'accéléra-

tion du rythme de la reproduction des ressources. A chaque moment se produit un état de déséquilibre fort intéressant, déséquilibre contrôlé bien entendu, qui ne cesse de tendre à l'équilibre, pour s'en éloigner immédiatement sur un plan supérieur.

On serait tenté de dire à première vue que nous cherchons à apporter une innovation dans le schéma de croissance de l'économie socialiste. En réalité, il ne faut pas oublier que les pays socialistes se servaient de l'inflation, sans employer ce terme et quelquefois, sinon souvent, sans pouvoir contrôler rigoureusement ce phénomène. Ainsi, l'édification de la base matérielle et technique de l'économie tchécoslovaque s'appuyait, durant le premier plan quinquennal, sur une évolution inflationniste.

Toutefois, les problèmes engendrés par l'emploi des processus de cette catégorie pendant le premier plan quinquennal tchécoslovaque, ont permis de voir les limites rationnelles qui s'opposent à l'utilisation trop poussée de la fonction du prix en tant qu'instrument d'allocation des ressources. « L'imperméabilité » d'un double niveau de prix valables pour les articles industriels (prix de gros et de détail), fit ses preuves dans le domaine de l'industrie qui ne pourrait pas supporter les répercussions de la hausse des prix de détail. Les prix d'achat établis pour les produits agricoles étaient plus ou moins fixes (1), eux aussi, ou ils enregistraient une hausse minime. Mais dans ce dernier cas, les résultats étaient tout à fait différents. Alors que la stabilité des prix de gros dans la sphère de l'industrie ne s'opposait pas à l'accroissement des salaires nominaux, la faible hausse des prix d'achat exerçait une influence directe sur le volume des recettes monétaires de la population agricole, dont l'accroissement se répercutait sur la hausse des prix de détail. Il est à noter, dans cet ordre d'idées, qu'une certaine « compensation » avait lieu sous une forme illégale, par la voie du marché noir (1).

Ainsi, les différents groupes sociaux participaient à la création des ressources additionnelles d'une manière très inégale, en particulier la part des travailleurs agricoles ou des retraités dépassait en proportion celle des travailleurs industriels dont les salaires augmentent à un rythme assez rapide.

Evidemment l'emploi de ces méthodes d'allocation des ressources ne se justifie que sous les conditions suivantes :

— il s'agit de ne pas dépasser une certaine limite critique, aboutissant à la stagnation de la branche qui contribue le plus à la redistribution, et cela sous peine de compromettre l'intéressement maté-

(1) Dans le cadre des livraisons obligatoires.

riel des travailleurs de la branche, voire même de provoquer une pénurie de moyens à affecter à la reproduction du produit social ;

— on doit prévoir au cours de l'étape suivante une inversion du sens de la contribution à la création des ressources additionnelles, c'est-à-dire au minimum, une restauration de l'équivalence dans les échanges entre les branches, voire même un échange inégal de sens contraire.

Un exemple illustrant l'emploi excessif de cette fonction du prix dans le sens agriculture-industrie est celui des années cinquante en Union Soviétique, où on enregistrait une baisse considérable de la volonté de produire chez les kolkhoziens. Ce fait a été d'ailleurs confirmé par la nécessité ultérieure de procéder à une hausse sensible des prix prévus pour les produits agricoles. En 1962, le niveau des prix est trois fois plus élevé que le niveau obtenu en 1952. Pendant une certaine période, l'agriculture fut aussi sous-estimée en Tchécoslovaquie. Il suffit de rappeler l'énorme diminution de la main-d'œuvre agricole, aussi bien que la faible volonté de produire des travailleurs.

Si l'emploi des ressources normales et additionnelles aboutit à un développement extensif, un épuisement des ressources globales apparaît rapidement dans la sphère matérielle aussi bien que dans celle de la main-d'œuvre, qui peut revêtir par exemple la forme d'un taux d'emploi excessif ou d'un déplacement trop poussé de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie, en raison des effets relativement faibles des stimulants matériels dans l'agriculture.

La différenciation des salaires est fonction des conditions du marché de la main-d'œuvre. Dans l'industrie, ou dans le secteur d'Etat, cette situation a pour effet, que l'accroissement des salaires est d'autant plus élevé qu'il s'agit de secteurs où la demande de travail est supérieure à l'offre. Dans des conditions analogues quelles sont les conséquences sur le niveau de la rémunération du travail en agriculture, et en particulier dans les coopératives agricoles ? Dans les coopératives agricoles qui souffrent le plus de la pénurie de main-d'œuvre et où, par suite, le volume de la demande de travail est le plus grand, on constate que le niveau de la rémunération du travail est le plus faible. Les causes de cette anomalie sont profondes et dépassent même le système actuel des prix. Mais une application trop poussée du prix en tant qu'instrument de répartition des ressources entre les branches et les secteurs, ne fait que pousser ces tendances à l'extrême. Ce phénomène est lié à la position qu'occupe la propriété coopérative dans notre société, à une insuffisante intégration des coopératives au sein de l'économie nationale (2).

Prix et rémunération du travail

La solution pratique qui ne saurait être réalisée d'une année à l'autre, bien entendu, est conditionnée par des mesures essentielles à prendre dans le domaine des prix. Il est impossible de prendre pour point de départ le niveau actuel des prix de détail, une hausse nette des prix d'achat conduisant obligatoirement à l'intervention de l'Etat pour maintenir les prix à un niveau donné. En outre, il ne faut pas oublier que c'est précisément le niveau actuel des prix de détail des denrées qui est l'exemple typique d'un écart de long terme entre le prix et la valeur, si bien que le calcul du niveau optimal des prix à prévoir pour les produits agricoles est très difficile à effectuer.

Par contre, il est possible d'aborder le problème du niveau et des rapports de prix sous une optique visant à *assurer la reproduction élargie dans les entreprises agricoles*. On entend par là le principe selon lequel le prix doit couvrir, plus ou moins, la dépense socialement nécessaire. Or, pour fixer le montant de cette dépense, il faut déterminer également la somme du produit nécessaire qui sert de base au calcul de la rémunération. Pour fixer le produit nécessaire de la main-d'œuvre agricole, il ne suffit pas cependant de confronter la rémunération du travail dans l'agriculture avec celle des autres branches économiques. En effet, le problème est beaucoup plus complexe et se rattache à la question de savoir, si, à l'échelle de l'économie nationale et sous l'aspect des conditions de long terme régissant la reproduction de la force de travail, la proportion entre l'accumulation et la consommation est établie d'une manière correcte ou non. Mais ce sont là des questions qui dépassent le cadre de notre colloque.

Actuellement, il s'agit en particulier de déterminer le montant d'accumulation à prévoir dans le cadre du plan pour la période s'achevant en 1970. L'évolution passée commande de ne pas prévoir des rythmes accélérés pour l'accroissement du volume de la production sociale, si ces rythmes ne garantissent pas, à la longue, une élévation rapide et continue du niveau de vie.

Si on suppose, pour simplifier les choses, que la solution des rapports entre les proportions les plus essentielles a déjà été trouvée, ces proportions ne pouvant d'ailleurs être définies sans analyse détaillée de la structure des branches et secteurs, ainsi que de tous les autres facteurs conditionnant l'accroissement de la productivité sociale du travail, il serait possible de considérer le niveau des prix à fixer pour les produits agricoles, sous les différents aspects suivants :

(2) Pas de revenu minimum garanti, insuffisances des ressources sous forme de travail industriel accumulé pour se substituer au travail agricole direct.

— sous l'aspect visant à instituer un équilibre entre les rémunérations des travailleurs de l'agriculture et celles des travailleurs de l'industrie ;

— sous l'aspect du mouvement des prix valables pour les moyens de production affectés à l'agriculture et de l'évolution de la dépense matérielle générale par unité de production ;

— sous l'aspect des effectifs de la main-d'œuvre, de la structure d'âge et de la qualification de celle-ci dans l'agriculture et, en conséquence, de la détermination de la somme des moyens nécessaires pour la reproduction normale des forces de travail occupées dans la sphère de l'agriculture.

Le niveau de rémunération du travail au sein des coopératives agricoles est inférieur de 33 % au niveau des rémunérations versées par les autres branches économiques. La confrontation de l'agriculture avec les autres branches de l'économie nationale, partant des calculs établis pour les effectifs actuels, justifie la constatation qu'il faudrait prévoir à cette fin une somme égale à 3 milliards de Kcs environ pour instaurer l'équilibre.

L'évolution des prix moyens des moyens de production et celle de la dépense matérielle par unité de production confirment que cette dernière, considérée dans la période allant jusqu'à 1970, tend à augmenter. Il n'y a pas de doute que cette tendance est due au fait que l'accroissement de la productivité du travail dans le domaine de la production des moyens de production est plus que couvert par le volume des moyens de production affectés à l'agriculture, ce volume représentant en partie une sorte de remboursement d'une « dette ancienne ». Le rythme de l'accroissement de la production agricole étant assez important (2,7 % par an), les considérations relatives au niveau des prix agricoles doivent respecter l'augmentation de la dépense matérielle par unité de production jusqu'en 1970.

En ce qui concerne l'évolution nécessaire des effectifs et de la structure d'âge et de qualification, *il n'est pas possible de tolérer plus longtemps le départ inorganisé de la main-d'œuvre agricole, même si ce phénomène permet d'établir facile-*

ment l'équilibre dans le domaine des rémunérations. En effet il ne faut pas oublier qu'une baisse inadéquate de la main-d'œuvre dans l'agriculture et une évolution défavorable de la structure d'âge auraient des effets fâcheux sur la production ultérieure et sur l'efficacité de l'agriculture. Avec un effectif de 1.277.000 travailleurs permanents, en 1962, l'agriculture devrait disposer en 1970 de 1.090.000 personnes, pour pouvoir garantir les rythmes prévus pour l'accroissement de la production agricole et l'utilisation relativement efficace des moyens de production disponibles. C'est à ces effectifs qu'il faut rapporter l'évolution de la rémunération, pour les années de la période s'achevant en 1970.

L'analyse rapide de ces aspects témoigne de la nécessité de procéder à une hausse des prix agricoles, aussi vite que possible.

**

Les premières conclusions résultant du projet de plan pour la période 1966-1970, constatent qu'il n'est pas possible de prévoir une baisse importante des coûts de production si bien qu'il faudrait envisager la possibilité de mouvements des prix de détail pour les denrées agricoles et alimentaires. Dans quelle proportion sera-t-il possible d'augmenter, au début, le niveau des prix agricoles, sans procéder simultanément à la hausse des prix de détail ?

Il n'y a pas de doute que ces problèmes exigent une analyse approfondie. Ils sont inséparables du nouveau système de gestion planifiée qui devrait prévoir que dans la sphère des entreprises agricoles, la rémunération du travail doit éviter les deux extrêmes, soit une forme trop élastique dans les coopératives agricoles, qui réagirait à toutes fluctuations de la vie économique (mouvements des prix, etc...) ce qui ne peut garantir une rémunération de base socialement acceptable, soit un rôle insuffisant des éléments élastiques du salaire dans les fermes d'Etat. C'est là une question étroitement liée à l'évolution future, régie par le plan, de chacune de ces deux formes de la propriété socialiste en Agriculture.

DISCUSSION DU RAPPORT DU PROFESSEUR DUPAL

Résumé des interventions de MM. Bettelheim et Kerblay

M. Bettelheim souligne l'importance théorique et pratique des problèmes évoqués. Il s'étonne néanmoins de l'emploi du terme « inflation » dans une économie socialiste où n'existe pas la tendance cumulative des phénomènes inflationnistes, qui résultent

en pays capitaliste du gonflement des profits et de leur utilisation non coordonnée. Les augmentations de prix dans une économie socialiste contribuent à la hausse des recettes de l'Etat, ce dernier pouvant aisément contrôler le rythme de ces augmentations.

Une analyse retient son attention : celle des mécanismes qui ont permis le financement du développement industriel à partir des revenus créés par l'agriculture (phénomène des « prix en ciseaux »), ainsi que la mise en lumière d'une limite critique à ce phénomène. En effet au-delà de cette limite, l'agriculture ne pourra pas assurer sa reproduction élargie et il se créera un déséquilibre dans toute l'économie.

Enfin, en corrélation avec le problème évoqué par l'auteur d'une restauration progressive des rapports de prix conformes aux rapports assurant ainsi à l'agriculture la possibilité d'une reproduction élargie correcte et surtout un niveau de rémunération tel qu'il freine l'émigration, le Professeur Bette-

heim aimerait connaître les mécanismes concrets qui rétabliront l'équilibre entre prix industriels et prix agricoles.

Sur ce point de l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie, M. Kerblay se joint à M. Bettelheim pour demander quelle est en Tchécoslovaquie la méthode utilisée pour déterminer la valeur du travail en agriculture et pour calculer l'écart prix-valeur, et quelle est la valeur de cet écart.

Si la dépopulation des campagnes est tellement importante, ne peut-on pas la freiner par le contrôle du volume des offres d'emplois industriels ? Et vu ces différents mouvements et transferts de main-d'œuvre, ne peut-on pas calculer les échanges de travail entre différents groupes sociaux ?

Résumé des réponses de M. Dupal

L'inflation en économie socialiste

L'inflation ne comporte pas que des aspects capitalistes. Souvent elle permet l'introduction de ressources supplémentaires dans l'économie pour aider l'accumulation. Avec toutes les réserves, l'inflation en économie capitaliste se traduit par un appauvrissement d'une partie de la population, ce qui ne peut être le cas en économie socialiste. La preuve en est que le niveau de vie a augmenté pendant la période du premier plan quinquennal, période fortement inflationniste. A condition d'être décidée et contrôlée l'inflation peut aider au développement de l'agriculture en particulier.

Le calcul de l'écart valeur-prix

Ce calcul est effectué d'une manière « dynamique » en prenant pour base une analyse approfondie d'un secteur donné. Si on constate des déséquilibres, arrêt du développement, départ des travailleurs etc..., ou une baisse de la production nette, on peut considérer que le prix s'écarte de la valeur.

La détermination de la valeur-travail

Le calcul de ce problème complexe est très simple : comparer le niveau des salaires dans l'agriculture et dans les autres secteurs de l'économie. Les salai-

res sont actuellement défavorables d'un tiers pour l'agriculture. Ce calcul simple n'a de signification que lors d'un équilibre entre l'offre et la demande de force de travail. La demande supérieure à l'offre incite à la migration de l'agriculture vers l'industrie et il faut penser à réduire cette différence d'un tiers.

Le volume d'offre d'emplois industriels et l'émigration

Ce volume peut freiner l'émigration par deux éléments : le développement intensif de l'industrie qui comprime la demande de main-d'œuvre, ou encore la hausse des salaires dans l'agriculture. C'est la politique actuelle de la Tchécoslovaquie où en 1964 les salaires agricoles ont atteint 600 millions de couronnes grâce à la hausse des prix des produits agricoles et au blocage des salaires des autres secteurs.

Le calcul des échanges de temps de travail entre différents groupes sociaux

On a effectué ce calcul et constaté ainsi que les travailleurs agricoles donnent plus à la société que vice-versa. Pour M. Dupal cette différence n'est pas déterminée seulement par la faible productivité, mais plutôt par les besoins sociaux assez différents des diverses branches.